



RESSOURCE MÉDIATIQUE POUR RENDRE COMPTE DU PROGRAMME ONU-REDD ET DE LA REDD+

PROGRAMME
ONU-REDD



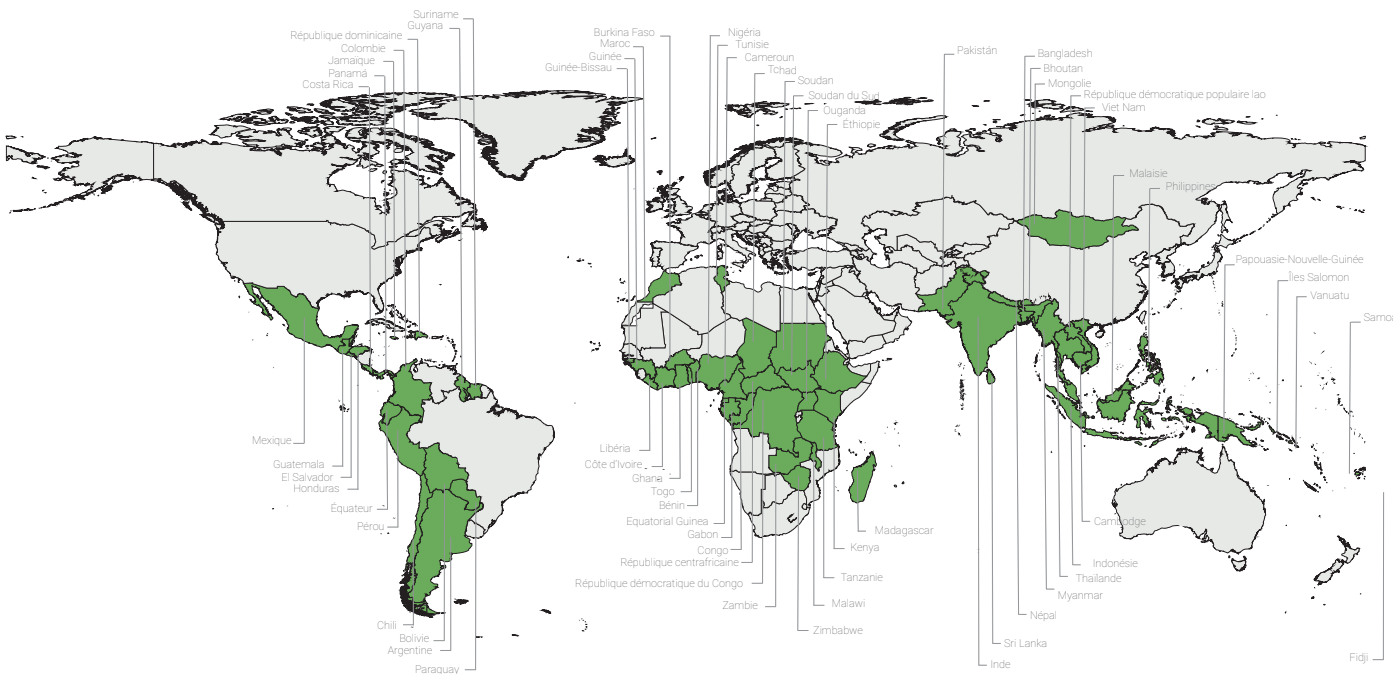
Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



ONU
environnement

INTRODUCTION

Les pays partenaires du Programme ONU-REDD



Un soutien est également fourni à la Gambie, aux Îles Cook, à Kiribati, aux Îles Marshall, au Niger, à Palaos, au Sénégal, à la Sierra Leone, aux Tonga et à Tuvalu.

Aujourd'hui, la déforestation et la dégradation des forêts – imputables, entre autres, à l'expansion agricole, à la conversion des terres en pâturages, à la production de charbon, à l'exploitation forestière destructrice et aux incendies de forêt – représentent environ 12 % du total des émissions de gaz à effet de serre dans le monde, un pourcentage supérieur à l'ensemble du secteur des transports à l'échelle mondiale.

En l'absence de réduction significative des émissions des secteurs forestiers et de l'utilisation des terres, l'objectif de stabilisation de la hausse de la température moyenne mondiale en deçà de 2 degrés Celsius ne sera pas atteint. Les forêts offrent la solution la plus immédiate et la plus économique pour lutter contre le changement climatique à grande échelle ; en effet, le fait de mettre fin à la déforestation et d'inverser cette tendance pourrait représenter 30 % de la solution au problème climatique.

La réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD+) est un mécanisme international établi au titre de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Il vise à créer une valeur financière pour le charbon stocké dans les forêts en offrant aux pays en développement des incitations financières axées sur les résultats afin qu'ils protègent leurs forêts.

Lancé en 2008, le Programme ONU-REDD aide les pays partenaires à accéder au financement de la REDD+ par le biais d'une assistance technique, d'un renforcement des capacités et d'orientations. Première initiative mondiale conjointe de l'Organisation des Nations Unies à l'égard du changement climatique, le Programme s'appuie sur le pouvoir fédérateur et l'expertise technique de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

Le Programme ONU-REDD, qui œuvre auprès de 65 pays partenaires en Afrique, en Asie-Pacifique et en Amérique latine et Caraïbes, a prouvé qu'il était possible d'améliorer les moyens de subsistance et d'accroître la productivité agricole et la sécurité alimentaire, tout en mettant fin à la déforestation, voire en inversant cette tendance. Par son travail, il a donné à des populations jusqu'alors marginalisées une voix dans les processus décisionnaires importants et aide les pays à réformer leurs politiques et à accroître la transparence.

FOIRE AUX QUESTIONS

Pourquoi les forêts ont-elles de l'importance dans la lutte contre le changement climatique ?

Les forêts, qui couvrent plus de 31 % des terres émergées mondiales, sont essentielles à l'atténuation du changement climatique en ce qu'elles agissent comme un puits de carbone, absorbant et stockant le dioxyde de carbone et d'autres gaz à effet de serre présents dans l'atmosphère qui contribuent au réchauffement de la planète. Les forêts absorbent chaque année environ deux milliards de tonnes de dioxyde de carbone, un volume supérieur aux émissions produites par l'ensemble du secteur des transports des États-Unis. Lorsqu'ils sont détruits, les arbres libèrent à nouveau ce dioxyde de carbone dans l'atmosphère.

Outre l'atténuation du changement climatique, les forêts contribuent à d'importants services écosystémiques, tels que la régularisation des eaux, la conservation des sols et la préservation de la biodiversité. Les forêts abritent également 80 % de la biodiversité terrestre mondiale, et 1,6 milliard de personnes dans le monde en sont tributaires pour assurer leur subsistance.

La conservation des forêts est donc cruciale ; le mécanisme REDD+ offre un vaste éventail d'avantages sociaux, environnementaux et économiques aux pays en développement et aux communautés forestières à l'appui de ces efforts. L'article 5 de l'Accord de Paris reconnaît officiellement le rôle essentiel des forêts dans le cadre de la solution au changement climatique, qui comprend plusieurs éléments de la REDD+.

Quelle est la gravité de la déforestation ?

Malgré le ralentissement du taux de déforestation ces dernières années et les efforts déployés pour planter de nouvelles forêts et restaurer les terres dégradées, la perte nette de terres forestières s'élève toujours à plus de trois millions d'hectares chaque année, soit plus de huit terrains de football par minute. Entre 1990 et 2015, environ 129 millions d'hectares de forêts ont été perdus, soit environ la taille de l'Afrique du Sud. La plupart des pertes concernent les forêts tropicales qui renferment un important stock de carbone, lequel provient en grande partie de l'élevage de bétail et de la production de soja, d'huile de palme et de charbon.



Quelle est la différence entre la REDD+, les projets REDD+ et le Programme ONU-REDD ?

La REDD+ est un mécanisme international créé par les parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) en vue de réduire les émissions provenant de la déforestation et de la dégradation des forêts.

Le Programme ONU-REDD est une initiative conjointe des Nations Unies qui aide les pays à renforcer les capacités nécessaires à la satisfaction des exigences de la REDD+. D'autres acteurs publics, tels que le Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FCPF) de la Banque mondiale, poursuivent le même objectif.

Les projets carbone privés de la REDD+ n'entrent pas dans le cadre du Programme ONU-REDD, qui n'en assure ni la supervision ni la définition de leurs cadres opérationnels.

Comment le Programme ONU-REDD garantit-il l'engagement communautaire ?

Environ 70 millions d'autochtones dépendent des forêts pour leur subsistance, et 350 millions de personnes rurales résident au sein ou à proximité des forêts. Cependant, ces populations sont souvent les plus touchées par la dégradation de l'écosystème et, bien qu'étant détentrices de droits, elles n'ont généralement aucun pouvoir politique et ne peuvent faire entendre leur voix.

Conformément à son approche axée sur les droits de l'homme et en vue d'accroître le taux de réussite des activités de la REDD+, le Programme ONU-REDD garantit la participation de l'ensemble des parties prenantes dans la prise de décisions à l'échelle locale, nationale et internationale.

L'engagement des parties prenantes ne se limite pas simplement à intégrer les opinions des différents acteurs concernés par le mécanisme REDD+ – il suppose également la création de partenariats, l'atteinte de consensus et l'élaboration de politiques et de processus inclusifs qui assureront la pérennité du mécanisme.

Que signifie le « + » ?

Le mécanisme REDD+ a été créé à l'issue d'une série de négociations internationales menées dans le cadre de la CCNUCC. REDD est devenu REDD+ lorsque les négociateurs ont élargi la liste des activités pouvant bénéficier de mesures d'incitation, à savoir :

- la conservation des stocks de carbone forestier existants ;
- la gestion durable des forêts ;
- le renforcement des stocks de carbone forestier.

Quelles sont les exigences de la REDD+ ?

En 2013, les parties à la CCNUCC ont convenu du Cadre de Varsovie pour la REDD+, qui fournit un ensemble précis de règles permettant aux pays de mettre en œuvre la REDD+ et de recevoir des versements axés sur les résultats.

Le mécanisme REDD+ se compose de quatre éléments – connus sous l'appellation de piliers de Varsovie – que doivent respecter les pays afin de bénéficier de versements axés sur les résultats (voir figure 1). Ils ne doivent pas être réalisés dans un ordre particulier, mais tous doivent être en place pour qu'un pays soit éligible.

1. Stratégie nationale ou plan d'action national : Une feuille de route élaborée par le pays, qui décrit la façon dont ce dernier réduira les émissions de carbone liées à la déforestation et à la dégradation des forêts. Des modifications peuvent être apportées à cette feuille de route, si nécessaire.
2. Système national de surveillance des forêts : Un système établi par le pays pour surveiller ses forêts à l'aide de méthodes de télédétection ou d'approches au sol pour contrôler les activités de la REDD+ et estimer les stocks de carbone forestier, les émissions de gaz à effet de serre liées aux forêts et les variations de la superficie forestière.
3. Niveau d'émission de référence des forêts ou niveau de référence des forêts : Il s'agit des niveaux de référence des émissions de gaz à effet de serre du secteur forestier par rapport auxquels la performance d'un pays à l'égard de la REDD+ sera évaluée. Une fois établis, ils seront soumis à l'approbation de la CCNUCC.

FIGURE 1

4. Système d'information relatif aux garanties : Un système établi par le pays pour veiller à l'atténuation des risques liés à la REDD+. On dénombre sept garanties qui doivent être traitées conformément aux Accords de Cancún conclus au titre de la CCNUCC.

Figure 1 : Les quatre piliers de Varsovie de la REDD+



Source : Programme ONU-REDD

Quelles sont les différentes phases de la REDD+ ?

Les pays mettent en œuvre la REDD+ grâce à une approche par phases, qui peut prendre plusieurs années. L'essentiel du travail se concentre entre les phases de préparation initiale et de mise en œuvre.

La CCNUCC définit les phases suivantes :

Phase 1 : Préparation

Les pays élaborent des stratégies et des plans d'action nationaux avec les parties prenantes concernées, renforcent leurs capacités à mettre en œuvre la REDD+, travaillent sur les politiques et les mesures relatives à la REDD+, et conçoivent des activités de démonstration.

Phase 2 : Démonstration

Les stratégies, les politiques et les plans d'action nationaux proposés dans la phase 1 font l'objet d'une démonstration et d'une mise à l'essai. Cette phase peut comprendre des activités de démonstration axées sur les résultats et nécessiter un renforcement supplémentaire des capacités ainsi qu'un développement et transfert technologiques. Au cours de cette phase, les pays doivent mettre au point un système crédible de mesure, de compte rendu et de vérification des effets des activités de la REDD+ sur le carbone forestier. Ce système définit le cadre régissant les versements axés sur les résultats.

Phase 3 : Mise en œuvre

Les actions axées sur les résultats sont mises en œuvre à l'échelle nationale, et les résultats sont entièrement mesurés, communiqués et vérifiés. Les pays peuvent bénéficier des versements axés sur les résultats une fois qu'ils auront achevé les processus de compte rendu, d'évaluation et d'analyse requis au titre de la CCNUCC.



Quelles sont les principales réalisations accomplies à ce jour ?

- L'Équateur est devenu le deuxième pays au monde, après le Brésil, à satisfaire toutes les exigences du Cadre de Varsovie pour la REDD+. Depuis 2012, il a signalé avoir réduit ses émissions de plus de 28 millions de tonnes métriques de dioxyde de carbone (MMT CO₂) et, en 2017, il est devenu le premier pays à bénéficier d'un cofinancement du Fonds vert pour le climat en vue de la mise en œuvre des politiques et des mesures prises au titre de la REDD+.
- Le Mexique a lancé le premier système d'information relatif aux garanties au monde qui soit pleinement opérationnel afin d'atténuer les risques sociaux et les atteintes à la biodiversité. Ce système est en ligne, et du personnel a été formé à son fonctionnement et à son utilisation à l'échelle nationale et fédérale.
- La Mongolie est le premier pays non tropical à mettre en œuvre la REDD+. Son programme national REDD+ l'aidera à appliquer sa nouvelle politique sur les ressources forestières, notamment ses plans ambitieux d'augmentation de la couverture forestière et de promotion de la

protection et de l'usage durable des ressources forestières.

- Sri Lanka a franchi une étape importante vers la mise en œuvre de la REDD+ en lançant, en février 2017, un géoportail en ligne qui compile et diffuse des données et des analyses relatives aux forêts en vue de contribuer à la réduction des menaces pesant sur les forêts du pays et de contribuer à leur préservation.

Pourquoi la REDD+ semble-t-elle prendre autant de temps ?

L'établissement de fondations solides pour la surveillance, l'évaluation et les garanties, autant d'aspects qui sont au cœur de la REDD+, demande du temps, en particulier dans les pays où de tels systèmes n'ont jamais existé auparavant. Cependant, à ce jour, de nombreux pays ont déjà signalé avoir réduit leurs émissions (de 6,3 gigatonnes au total) grâce aux activités de la REDD+ menées au titre de la CCNUCC. La REDD+ continue ainsi de présenter un potentiel considérable pour l'atténuation du changement climatique et l'amélioration des moyens de subsistance.



Comment les versements de la REDD+ sont-ils calculés ?

Pour mesurer les avantages liés au carbone d'un projet de la REDD+, le volume de carbone stocké dans une forêt donnée doit être calculé avant que l'on ne prévienne la quantité de carbone qui pourrait être économisée en mettant fin à la déforestation ou en ralentissant ce processus. Ce calcul est effectué en fixant un niveau de référence des forêts ou point de comparaison, généralement établi à partir des taux historiques d'émissions de carbone provenant de la déforestation.

Cependant, la surveillance, le compte rendu et la vérification des niveaux de carbone présentent de nombreuses difficultés techniques et organisationnelles. Les données historiques sur les forêts sont souvent peu fiables, voire inexistantes. Si les nouvelles technologies, telles que l'imagerie satellitaire et la modélisation informatique, se sont avérées des méthodes rapides et précises d'évaluation des stocks de carbone, les mesures effectuées au sol à l'aide des procédés traditionnels d'inventaire de forêts restent indispensables. Renforcer les technologies et les capacités nécessaires aux pays en développement pour mener à bien leurs activités de suivi et de comptabilisation, et déterminer les responsables des mesures de vérification, sont deux processus clés toujours en cours dans de nombreux pays partenaires du Programme ONU-REDD.

Le Programme ONU-REDD finance-t-il la REDD+ ?

Le Programme soutient les pays dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs stratégies, politiques et plans d'action REDD+ nationaux par le biais d'une assistance technique et d'un renforcement des capacités. Les pays peuvent recevoir jusqu'à 4 millions de dollars US du Programme ONU-REDD en soutien à leur programme national visant l'élaboration des quatre piliers de Varsovie de la REDD+ dans le pays.

Les parties à la CCNUCC ont convenu que les versements de la REDD+ axés sur les résultats qui sont octroyés aux pays en développement proviendraient d'un vaste éventail de sources, à la fois publiques et privées, bilatérales et multilatérales, notamment des institutions financières mondiales, telles que le Fonds vert pour le climat et le Fonds pour l'environnement mondial.

ÉTUDE DE CAS : NIGÉRIA

Nigéria

Le Nigéria présente l'un des taux de déforestation les plus élevés au monde, moins de 10 % du pays étant couvert de forêts. Depuis 2010, le Programme ONU-REDD a appuyé les efforts déployés par le pays en matière de conservation des forêts, d'atténuation du changement climatique et de développement des communautés.

Un Programme REDD+ à base communautaire (CBR+) a été élaboré pour l'État de Cross River – lequel abrite plus de 50 % des futaies tropicales restantes du Nigéria. Il encourage la gestion des forêts et la conservation de la biodiversité, l'amélioration des moyens de subsistance ruraux à l'aide d'approches intelligentes face au climat, le renforcement des capacités pour la participation à des programmes de lutte contre le changement climatique, notamment la REDD+, et le recours à des sources d'énergie de substitution durables. À ce jour, plus de 300 ménages, répartis dans 21 communautés, ont bénéficié du Programme CBR+, lequel cible les femmes, les hommes et les jeunes. Les résultats et les expériences tirés du programme viennent alimenter le processus national de la REDD+ au Nigéria.

Le Programme CBR+ de l'État de Cross River, en collaborant avec des groupes de la société civile, vise à redéfinir une gestion et une conservation participatives et locales des forêts et à améliorer les moyens de subsistance ruraux. Grâce à ce programme, les villageois ont amélioré la gestion durable de leur forêt et de leurs terres communautaires en élaborant des plans de gestion et en menant des activités de reforestation et de plantation d'enrichissement d'essences forestières autochtones et de produits forestiers non ligneux. C'est par exemple le cas du manguier sauvage, dont la vente de fruits mûrs peut rapporter jusqu'à 10 000 dollars US/hectare chaque année. L'amélioration de la transformation du manioc et l'exploitation durable du cacao contribuent également à une hausse de la productivité, conduisant à une augmentation du revenu des ménages d'au moins 10 % dans certaines communautés cibles.

« Le programme CBR+ fournit une plateforme pour encourager le dialogue entre différents groupes et garantir que les expériences de la communauté viennent alimenter la stratégie REDD+ dans l'État de Cross River, a déclaré Tony Atah, spécialiste de l'engagement des parties prenantes auprès du Programme ONU-REDD au Nigéria. Les communautés locales ont élaboré et mis en œuvre des initiatives communautaires visant l'amélioration des moyens de subsistance, des compétences et de la gestion

des terres et des forêts, mettant ainsi en lumière la façon dont la REDD+ peut correctement répondre aux circonstances locales pour réduire les émissions de carbone. »

« Le programme nous aide à restaurer notre forêt de mangrove et à réfléchir soigneusement à la pérennisation de sa productivité, a déclaré le chef d'Esieribum, Bassey Ekeng. Notre dépendance à la pêche et au bois de chauffage provenant des mangroves signifie que nous avons besoin de cette forêt si nous voulons survivre et, grâce aux activités REDD+, nous avons élaboré un plan de gestion des terres et des forêts, qui comprend des mesures pratiques visant la régénération de plus de cinq hectares de forêt de mangrove. »

« Avec CBR+, nous disposons pour la première fois d'équipements semi-mécanisés dans notre communauté. Les femmes peuvent ainsi produire de la farine de manioc à leur domicile, en réalisant en deux jours ce qui demandait autrefois une semaine. Nous sommes maintenant en mesure de vendre nos produits et de gagner de l'argent pour subvenir aux besoins nos familles », a déclaré Martina Afor, du village de Bokalum. « Les femmes bénéficient tout comme les hommes d'une formation à une production de cacao améliorée et à la récolte durable de produits forestiers non ligneux, tels que la mangue sauvage, et nous avons activement participé à l'examen de notre plan de gestion de la forêt communautaire. Nous nous sentons impliquées et autonomes, et notre communauté nous accorde désormais plus de reconnaissance et de soutien. »

Dans le village d'Edondon de l'État de Cross River, le projet CBR+ a rassemblé pour la première fois une communauté jusqu'alors divisée. « Nous avons appris qu'une gestion réussie de la forêt sera mieux appliquée dans un contexte marqué par une cohésion sociale, une volonté politique et des moyens de subsistance productifs, a déclaré le chef Barry Inyang. Grâce au soutien du CBR+ et de DEVCON, une ONG locale qui a travaillé à nos côtés, nous avons élaboré un plan de gestion de la forêt communautaire accompagné de règlements, et nous avons commencé à restaurer des sites forestiers dégradés, à améliorer les moyens de subsistance pour les femmes, ainsi qu'à renforcer la chaîne de valeur du cacao, le principal facteur du recul des forêts. »

Programme ONU-REDD

Site Internet :

www.un-redd.org

Espace de travail (ensemble des publications et des rapports annuels) :

www.unredd.net

Bulletin d'information :

www.un-redd.org/newsletter-archive

Twitter :

@unredd

Contact média :

Florian Eisele, florian.eisele@un.org

CCNUCC

Site Internet de la REDD+ :

redd.unfccc.int

Cette publication a été rendue possible grâce au soutien des gouvernements du Danemark, de l'Espagne, du Japon, du Luxembourg, de la Norvège et de la Suisse, ainsi que de l'Union européenne.



Danemark



Norvège



Union Européenne



Espagne



Japon



Suisse



Luxembourg

